



Montredon (Aude) : l'attaque du pont.

LANGUEDOC-ROUSSILLON

La guerre du vin

Entre viticulteurs et C.r.s., ce fut à Montredon, jeudi, une véritable bataille. Elisabeth Schemla et notre photographe Michel Giannoulatos étaient là : voici leur reportage.

Mais pourquoi une telle rage destructrice ? Robert Schneider raconte comment s'est accumulée, depuis des années, la violence.

La veille encore, Narbonne vivait au bord de son paisible canal, à l'heure enguirlandée du carnaval. En quelques heures, jeudi dernier, les vigneronns ont fait basculer la cité de l'allégresse dans le deuil. Deux hommes sont morts — un viticulteur et un C.r.s. — plusieurs ont été blessés, certains grièvement.

Quand les gendarmes viennent chercher Michel Olive et Salvador Domenech, ce mercredi matin, le mot d'ordre circule aussitôt chez les viticulteurs de l'Aude, de l'Hérault et du Gard : « Soyez prêts à l'action. » Les deux vigneronns sont accusés d'avoir participé à la mise à sac des Etablissements Ramel à Meximieux, dans l'Ain. Coupables ou pas, peu importe. Ramel, dans ce Midi viticole, c'est un symbole : « A lui tout seul, il réalise 30 % des importations de vins étrangers, et notamment italiens. Des hommes comme lui nous font crever sur place. Alors, pas de pitié pour Ramel ! »

Jusqu'au soir, au siège de la C.g.v.m. (Confédération générale des vigneronns du Midi), on espère que les deux interpellés seront bientôt relâchés. Les responsables du Comité d'action savent que leurs troupes s'énervent. Ils sont plusieurs centaines sous les fenêtres à

guetter les nouvelles. Déjà, dans les villages et les villes de la région, des commandos sont en train de se former. Et, à Narbonne même, sortent les premiers fusils. « Je ne pouvais rien empêcher », dira plus tard André Cazes, porte-parole des Comités d'action de l'Aude.

Comme pour le gros gibier

A quelques dizaines de mètres de là, dans sa mairie inhabituellement illuminée, M. Hubert Mouly tente de son côté le tout pour le tout. Si lui-même est avocat, il est entouré de collaborateurs qui touchent tous de près ou de loin la vigne. Et, Narbonnais de souche, il connaît bien ses administrés. « C'est tangeant, nous affirme-t-il, dès ce moment-là. Ils sont prêts à se servir de leurs armes. Nous sommes au bord du drame. Il faut l'empêcher. »

De coup de téléphone en coup de téléphone, d'allées et venues entre le quartier général des vigneronns et la mairie, le temps passe et le mécontentement grandit. Quand on ne participe pas aux expéditions punitives, on les salue avec satisfaction. Perceptions, postes de péage, banques sautent les uns après les autres. « On va leur montrer, à Paris, que cette fois ils doivent faire attention. On ira jusqu'au bout s'il le faut. »

« Relâchez les deux hommes, ou ce sera l'épreuve de force », explique le maire à chacune des autorités régionales ou parisiennes avec lesquelles il est en contact. Mais Michel Olive et Salvador Domenech, transférés à Bourg-en-Bresse, sont écroués. A 4 heures du matin, jeudi, lorsque cessent enfin explosions et saccages, une certitude est acquise : tout à l'heure, le sang coulera.

Le pont de Montredon enjambe la voie ferrée à la sortie de Narbonne sur la route de Perpignan. C'est là qu'à la mi-journée, mal calmés par quelques demi-heures de repos, les viticulteurs se sont donné rendez-vous pour empêcher voitures et trains de circuler.

Ils sont au moins 3000. Massifs dans leurs parkas kaki. Et décidés à tout. « Nous ne faisons pas ça de gaieté de cœur. Si j'étais croyant, j'irais me confesser pour tout ce qui va arriver. » Dans le coffre de leur voiture, ils ont rangé les fusils, chargés, bien sûr ; certains à plombs, mais d'autres à balles, comme pour le gros gibier.

Ils attendent les « flics ».

A 13 h 15, un convoi de C.r.s. est annoncé. On commence avec des pierres. Les véhicules blindés disparaissent littéralement au passage sous le jet des projectiles. Tout aurait pu en rester là. Mais deux ou trois vigneronns tirent

Montredon : un viticulteur tire sur des C.r.s. qui viennent de dégager le train incendié.



à la carabine. Le préfet de l'Aude reçoit alors du ministère de l'Intérieur des ordres stricts : « Tirez en cas de violence. »

La violence, elle ne fait que croître au pont de Montredon. Sur le macadam brûlent des pneus qui obstruent la circulation. En contrebas, sur la voie ferrée, des manifestants manœuvrant une pelle mécanique soulèvent et écartèlent des rails. Puis se dirigent vers un train stoppé à quelque 200 mètres. L'énorme champignon de fumée noire qui s'élève bientôt ne laisse aucun doute à ceux qui sont trop loin pour suivre directement l'action : leurs camarades ont mis le feu aux wagons.

Les C.r.s. reviennent prendre position de l'autre côté de la route. Pendant vingt minutes à partir de cet instant, la guerre fait rage. « On se croirait au maquis », hurle un viticulteur. Les balles sifflent. Dans les rangs des vigneron, c'est le sauve-qui-peut. Seuls les tireurs restent à l'avant. « Mais ils tirent dans le tas ! Barrez-vous, barrez-vous ! »

A bout portant

Pourquoi Emile Poytes, 52 ans, bougerait-il ? Il est très loin du champ de bataille, tranquillement adossé à une pancarte métallique fichée dans le talus. La balle l'atteint au milieu du front. Tué net. Quelques minutes à peine après que le commandant Le Goff a été abattu pratiquement à bout portant.

C'est fini. Les responsables viticoles, deux heures plus tard, demanderont à leurs hommes de rentrer chez eux. « Ce genre d'action est inutile, il faudra adopter une autre tactique », dira du balcon de la C.g.v.m. M. Michel Romain, leader du Comité d'action.

Jeudi après-midi, tandis que le glas sonne à la cathédrale Saint-Just de Narbonne, tandis que, de toute la France, des voix s'élèvent pour condamner la violence et appeler à la concertation, l'écho assourdi du drame parvient jusqu'au bureau feutré de la Communauté européenne à Bruxelles. Au quinzième étage, les ministres de l'Agriculture discutent du dossier du vin. M. Christian Bonnet, appelé par Paris, sort à plusieurs reprises de la salle de conférence. « Nous refusons de discuter sous la pression, dit-il. Mais les événements du Midi nous confortent dans notre détermination pour trouver une solution juste. »

Vendredi matin, après une nuit relativement calme, Narbonne présente un visage de deuil. C'est l'heure du bilan : un mort et vingt et un blessés parmi les forces de l'ordre. Un mort et huit blessés parmi les manifestants. Et des dégâts matériels considérables. La rage destructrice des viticulteurs a passé comme un ouragan sur la région. Relais de télévision et pylônes d'E.d.f. plas-



4 mars 1976 :
les deux morts de Montredon





Dans les vignes de Montredon, les viticulteurs partent à l'assaut des cars de C.r.s. stationnés sur la R.N. 113, à 5 km de Narbonne, et les lapident. En bas à gauche, les deux victimes de l'affrontement : le viticulteur Emile Poytes et le commandant de C.r.s. Joël Le Goff.



→
tiqués, perceptions mises à feu, cabines d'autoroute mises à sac, glissières de sécurité défoncées, voies ferrées arrachées. A 15 heures, MM. Olive et Domenech sont libérés.

Ainsi, le détonateur a été l'indignation soulevée, dans l'Ain, par l'acte de vandalisme des vigneron du Midi, condamné avec la même vigueur par la section locale du P.c. et par le député R.i., M. Guy de La Verpillière, qui interroge, par télégramme, M. Michel Poniatowski : « Comment le commando venu à bord de deux autocars a-t-il pu regagner ses bases, distantes de plusieurs centaines de kilomètres, sans être inquiété ? » Cette fois, le ministre de l'Intérieur doit réagir. En décembre, il avait répondu évasivement aux transporteurs routiers qui, las de voir le contenu de leurs citernes vidé dans les fossés, menaçaient de s'armer s'ils n'étaient pas protégés par la police. Et, depuis quelques semaines, il fermait les yeux.

Les responsables, pourtant, n'étaient pas difficiles à identifier. « Chez nous, pas d'éléments incontrôlés. Les opérations de commando, c'est moi », déclarait publiquement, le 6 janvier, M. André Cazes, porte-parole des Comités d'action de l'Aude. Mais l'arrêter, c'était risquer l'émeute.

Caisses vides

En fait, le Languedoc-Roussillon vit, depuis août, sur un baril de poudre. Et les dramatiques événements de jeudi n'étaient que trop prévisibles. Les préfets, à plusieurs reprises, avaient attiré l'attention du pouvoir sur les dangers d'explosion. Le gouvernement, coincé entre son désir d'apaiser un foyer d'agitation et la nécessité de respecter les engagements pris dans le cadre de la Communauté européenne, a cherché à gagner du temps. Sans réussir à calmer la colère des vignerons.

Il avait été mis en garde par M. Emmanuel Maffre-Baugé, 54 ans, le porte-parole de la viticulture : « Nous sommes à la veille de l'émeute. » Mais la puissante voix du tribun du Midi ne porte pas jusqu'à Paris. Ce qu'il dit, pourtant, devrait donner à réfléchir. Au cours des trois dernières années, le revenu moyen des vignerons a baissé de 40 %. En 1975, 35 000 viticulteurs, plus de un sur deux, ont gagné moins que le Smic. Les vignerons du Languedoc-Roussillon sont aujourd'hui les agriculteurs les plus endettés de France : près de 30 milliards de Francs. Le Crédit agricole est devenu le propriétaire de fait des exploitations et des terres.

Le responsable n° 1 de la crise : le vin italien, dont 8 millions d'hectolitres sont entrés en France en 1975 — pour 4 millions en 1973 — soit 16 % de la production nationale

de vin de table. A des prix défiant toute concurrence. Au début de 1973, le degré-hecto valait 1 220 litres, soit 11 F 20. En décembre 1975, 1 260 litres, soit 8 F 26. Dans le même temps, les charges d'exploitation des vignerons français ont augmenté de 40 %. Impossible, dans de telles conditions, de rester compétitifs, affirment les viticulteurs. Le ministre de l'Agriculture approuve ce constat. Mais le négoce fortement concentré — sept sociétés contrôlent aujourd'hui 70 % du marché — continue à profiter largement de la conjoncture. Et le carrousel des camions de vins italiens poursuit sa ronde sur les routes ensoleillées du Languedoc. Au nez et à la barbe des viticulteurs, dont les chais restent désespérément pleins. Et les caisses vides.

Des viticulteurs d'autant plus furieux qu'ils se sentent incompris. « Nous sommes catalogués une fois pour toutes comme des faiseurs de vinasse. Alors que nous sommes les seuls à réclamer une politique de vérité : interdiction du coupage et du sucrage. On constate alors que nos vins, pas toujours bons, peut-être, mais toujours naturels, sont les meilleurs vins de table français. »

Et ils s'estiment trompés par le pouvoir. M. Jacques Chirac, lorsqu'il était ministre de l'Agriculture, leur avait dit : « Faites de la qualité. » Ils ont arraché l'aramon, cépage ordinaire qui donne le « gros rouge du Midi ». Il ne couvre plus aujourd'hui que 23 % du vignoble, contre près de la moitié en 1967. Ils ont planté des cépages améliorateurs, grenaches et censaults qui donnent un vin fruité, peu acide. Coût de l'opération : 20 000 à 24 000 Francs l'hectare. C'est encore le mauvais vin qui se vend le mieux aujourd'hui. Et qui rapporte le plus. Celui de la plaine, à fort rendement, et celui qui est produit par les « marginaux », ouvriers-paysans, facteurs, notaires ou pharmaciens qui exploitent 35 % des surfaces. Coupés avec du vin italien, ils fournissent le gros bataillon des vins d'épicerie.

Génocide

Lorsque, le 5 février, à Montpellier, devant 20 000 manifestants, le libéral Maffre-Baugé s'écrie : « Le libéralisme, en matière viticole, c'est l'anarchie », il exprime l'opinion quasi générale de la profession. Lorsqu'il évoque « le génocide contre le Midi », la vieille mémoire collective des Cathares, prompt à inventer des complots du Nord contre le Midi, accuse Paris de vouloir la mort de la vigne. Comment ce sentiment d'abandon a-t-il pu naître dans une région qui a bénéficié de deux énormes ballons d'oxygène ?

Un milliard de Francs d'investissements, depuis 1957, pour l'irrigation du bas Rhône-Languedoc, qui a notamment permis de développer les cultures maraîchères. Et plus de 3 mil-

liards de Francs de travaux, depuis 1963, pour le littoral. Un succès commercial incontestable.

Mais la région, qu'a-t-elle gagné ? Les retombées n'ont pas été, hélas ! à la mesure de cette pluie d'or. Tout l'investissement public a été concentré sur le littoral. Comme si le tourisme pouvait être l'activité essentielle d'une région. Lorsque, le dernier jour de septembre, le dernier orchestre joue le dernier tango à Port-Barcarès ou à Port-Leucate, les centaines de millions enfouis dans le béton des villes-vacances entrent dans un long sommeil. Et de 20 000 l'été, le nombre des emplois tombe à moins de 3 000.

Vivre al país

L'effort parallèle d'industrialisation réclamé, en 1970, par M. Albin Chalandon, alors ministre de l'Équipement, n'a pas été suffisant. L'opération de prestige du littoral a masqué les véritables problèmes d'une région sous-industrialisée et éloignée des grands centres de consommation. « Aujourd'hui, tout est prêt pour recevoir l'industrie. Il ne manque que l'industrie », dit M. Philippe Lamour, président du Comité économique et social de la région. Les cerveaux fuient en masse : selon les disciplines, 60 à 85 % des étudiants quittent la région après l'obtention de leurs diplômes. Un bilan alarmant. Alors, qu'offrir aux viticulteurs de plaine, à qui l'on conseille d'arracher leurs plants ?

Les fruits et légumes ? Le revenu des producteurs de 1974 à 1975 a baissé de 31 %. Le danger, ici, vient de l'Espagne, et, demain, il viendra de l'Algérie. Les céréales ? Les exploitations sont trop morcelées, les viticulteurs trop âgés — 55 ans en moyenne — pour envisager rapidement une telle reconversion.

L'usine ? L'industrie a perdu 3 000 emplois en cinq ans. Le nombre des demandes d'emploi non satisfaites dépasse 45 000. Avant-dernière pour les salaires — 22 % par rapport à la moyenne nationale, 50 % par rapport à Paris — la région est dernière pour le nombre des emplois féminins.

L'alternative n'est pas nouvelle : chômeur à Montpellier ou manœuvre à Paris. Mais les jeunes, aujourd'hui, ne veulent plus quitter le Languedoc. « Volem vivre al país » (Nous voulons vivre au pays), hier slogan des seuls autonomistes occitans, est devenu le cri de ralliement de toute une région.

Lorsque les morts seront enterrés, lorsque les derniers feux de l'émeute seront éteints, il faudra bien se décider à rouvrir le dossier d'une région malade.

ROBERT SCHNEIDER
et **ELISABETH SCHEMLA** ■

Reportage photographique
de Michel Giannoulatos.